

## Commission Paritaire de l'industrie des tabacs

Convention collective de travail du 11 juin 2001 portant coordination des conventions collectives de travail concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social de l'industrie du tabac".

Article 1. Les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social de l'industrie des tabacs", ainsi qu'ils ont été fixés par la convention collective de travail du 20 janvier 1989 de la commission paritaire de l'industrie des tabacs et de ses modifications ultérieures, sont coordonnés conformément au texte établi ci-après.

Art. 2. La convention collective de travail du 20 janvier 1989 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social de l'industrie des tabacs" et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 3 juillet 1990 et les conventions collectives de travail modifiant la convention collective de travail du 20 janvier 1989, sont abrogées.

### Chapitre 1 - Dénomination, siège et objectifs

#### *a/ dénomination.*

Art. 3. Un fonds de sécurité d'existence est institué dans l'industrie du tabac, dénommé « Fonds Social de l'industrie du tabac ».

#### *b/ siège*

art. 4. Le siège social du fonds est établi dans l'agglomération bruxelloise. Il peut être transféré par décision de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs à tout endroit en Belgique.

#### *c/ objectifs*

art. 5. Le fonds a pour but:

1. d'octroyer aux travailleurs visés à l'article 6b une prime ainsi qu'une indemnité de sécurité d'existence;
2. de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du fonds;
3. d'assurer la liquidation des avantages;
4. de promouvoir la formation et l'information de travailleurs visés à l'article 6c, ceci en application de l'article 7 de l'accord interprofessionnel du 15 juin 1971 ;
5. d'octroyer une prime aux travailleurs syndiqués prépensionnés;
6. de respecter les obligations découlant des accords d'entreprises conclus à la suite d'une restructuration, d'un licenciement collectif ou d'une fermeture, et transférées au Fonds social.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

24-09-2001

19-12-2001

NR.  
N°

60 384/00/133

## Chapitre 11 - Champ d'application

Art. 6. Les présents statuts s'appliquent:

- a) aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs ;
- b) aux travailleurs membres d'une des organisations de travailleurs représentées le 1<sup>er</sup> janvier 2001 au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et qui sont occupés par les employeurs ressortissant à la Commission paritaire précitée
- c) aux travailleurs membres d'une des organisations de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, siégeant à titre de membre effectif ou de membre suppléant soit au conseil d'entreprise, soit au comité de prévention et de protection du travail, soit à la délégation syndicale.

Si les circonstances le permettent, certains militants ou certains travailleurs peuvent être désignés par les organisations syndicales.

Par «travailleurs » on entend: les ouvriers et les ouvrières.

## Chapitre III - Ayants droits et modalités d'octroi et de paiement

Art. 7. § 1er - Tous les travailleurs visés à l'article 6b ont, sans distinction, droit aux conditions mentionnées ci-après à une prime annuelle fixée à 114.03 EUR en 2001 et à 116.51 EUR à partir de 2002.

Cette prime est accordée sur base d'un douzième de la prime et ce pour chaque mois ou mois entamé au cours duquel le bénéficiaire est occupé dans une entreprise de l'industrie des tabacs dans les liens d'un contrat de travail pour ouvriers.

§ 2 - les bénéficiaires pensionnés ou prépensionnés au cours de l'exercice du fonds, ainsi que les héritiers d'un bénéficiaire décédé, ont droit à la prime intégrale visée au paragraphe premier, pour autant que les travailleurs concernés aient rempli les conditions d'octroi visées à l'article 6 jusqu'à la date de leur pension, prépension ou décès.

§ 3 - les travailleurs interrompant leur carrière professionnelle sur base de la législation en vigueur gardent leur droit à la prime pendant la durée de cette interruption.

*Ces montants peuvent être modifiés par décision de la Commission paritaire de l'Industrie des Tabacs.*

§ 4 - les travailleurs visés à l'article 6b de la présente convention qui ont été prépensionnés au plus tard au courant de l'année civile 1999, ont droit en 2001 à une prime de 14.87 EUR sur base de l'année civile 2000.

A partir du paiement en 2002, les travailleurs qui ont été prépensionnés au courant de l'année civile 2000 au plus tard, ont sur base de l'année civile 2001, droit à une prime de 17.35 EUR.

Art. 8. Pour pouvoir prétendre à la prime visée à l'article 7, les travailleurs doivent avoir été affiliés de manière ininterrompue, depuis le premier jour de l'exercice en cours du Fonds à une des organisations de travailleurs représentées au 1<sup>er</sup> janvier 2001 au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la prime peut être accordée aux travailleurs liés pour la première fois au courant de l'exercice, par un contrat de travail.

Ces travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prime, être affiliés, au plus tard le 30<sup>ème</sup> jour suivant leur engagement, à une des organisations de travailleurs visées à l'alinéa premier.

Art. 9. Dans les mêmes conditions que prévues à l'article 8, les travailleurs visés à l'article 6b, ont en plus droit à une indemnité journalière de sécurité d'existence fixée comme suit:

- a) pour les travailleurs âgés de 21 ans ou plus ou pour les travailleurs ayant charge de famille: 2.48 EUR pendant 75 jours de chômage par an ;
- b) pour toutes les autres catégories de travailleurs: 1.74 EUR pendant 75 jours de chômage par année.

Art. 10. *formation et information*

§ 1 - les organisations syndicales organisatrices de cours ou séminaires de perfectionnement de la formation économique, sociale et technique de travailleurs visés à l'article 6c, communiqueront par écrit et au moins deux semaines au préalable, aux chefs d'entreprise, les noms des travailleurs intéressés à condition que ces cours ou séminaires coïncident avec les heures normales de travail. Lors de la désignation des participants, il y a lieu de respecter le plus possible la bonne marche de la production.

§ 2 - le nombre de jours d'absence pour participer aux cours et séminaires est de 5 jours de travail au maximum, par an et par mandat au conseil d'entreprise, au comité de prévention et de protection du travail ou à la délégation syndicale.

§ 3 - les employeurs paieront à chaque travailleur intéressé au moment de la participation aux cours et séminaires visés au § 1er le salaire normal et récupéreront les montants auprès du Fonds social.

Le Fonds imputera ces montants sur les montants forfaitaires prévus dans le budget pour la formation syndicale, soit 19 831.48 EUR par organisation syndicale et repris dans la comptabilité; les modalités d'application seront fixées par le Conseil d'Administration du fonds.

Les jours d'absence à la suite des cours ou séminaires suivis seront considérés comme des jours de travail effectif en ce qui concerne la déclaration trimestrielle à la sécurité sociale.

4

§ 4 - tout différend relatif à l'application de cette convention sera soumis au conseil d'administration du Fonds Social de l'industrie des tabacs sur demande de la partie la plus diligente.

- Art. 11. Le Conseil d'administration détermine la manière selon laquelle les avantages visés aux articles 7, 9 et 10 sont liquidés.  
Le paiement de ces avantages aux travailleurs ne peut en aucun cas être subordonné aux versements des cotisations dues par l'employeur.

#### **Chapitre 1V - Gestion**

- Art. 12. Le Fonds est géré par un Conseil d'administration, composé paritairement de quatre représentants des employeurs et de quatre représentants des travailleurs.

Les membres du Conseil d'administration sont désignés par la Commission paritaire de l'industrie des tabacs parmi les membres effectifs et suppléants de ladite commission.

Leur mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la Commission Paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission Paritaire appartenant au même groupe que le membre dont le mandat a pris fin

- Art. 13. La Commission paritaire procède chaque année à la désignation d'un Président du Fonds Social, qui peut être choisi éventuellement hors de la Commission.

Elle choisit également chaque année parmi ses membres deux vice-présidents, l'un désigné par le groupe des travailleurs, l'autre par le groupe des employeurs.

En cas d'empêchement du Président, les deux vice-présidents exercent alternativement ses fonctions.

- Art. 14. Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président.  
Le Président est tenu de convoquer le Conseil d'administration chaque fois que deux membres au moins du Conseil d'administration en font la demande.  
Les convocations portent l'ordre du jour.
- Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire, désigné par le Conseil d'administration, et signés par celui qui a présidé la séance.  
Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président ou par deux administrateurs.
- Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.  
Le vote est valable s'il est émis par au moins un membre de chaque organisation représentée au Conseil d'administration et à condition que le point mis au vote ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation à la séance.
- Art. 15. Le Conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement.
- Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds social.
- Le Conseil d'administration agit en justice au nom du Fonds Social à la poursuite et à la diligence du Président ou de l'administrateur, délégué à cet effet.
- Le Conseil d'Administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.  
Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le Fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer des signatures conjointes de deux administrateurs, un de chaque groupe, sans que ces administrateurs ne doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.
- Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité de par leur gestion.
- Art. 15bis. chaque trimestre, les employeurs transmettrons au Fonds social une liste des travailleurs licenciés pour des raisons économiques.
- Les employeurs s'engagent à consulter ces listes avant de procéder à des embauches, y compris des temporaires quelle en soit la nature, afin de vérifier si des candidats possibles figurent sur ces listes et qui seront engagés par priorité, si toutes les conditions nécessaires sont remplies.
- Le Conseil d'administration du fonds est responsable du contrôle de cette mesure de consultation.

## **Chapitre V - Financement**

- Art. 16. Le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 6a.
- Art. 17. La cotisation des employeurs est fixée à 0.0868 EUR € y compris les 0.0012 EUR destinés à la formation et l'information, par heure de travail payée aux travailleurs ou y assimilée, comme prévue dans le régime de sécurité sociale.
- Art. 18. § 1 - Les cotisations sont perçues par le Fonds social.  
§ 2 - le Fonds social partage les sommes perçues pour la formation et l'information entre les organisations syndicales représentées au 1er janvier 2001 à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.
- Art. 19. Les cotisations sont dues chaque trimestre par les employeurs. Les sommes dues pour chaque trimestre révolu, doivent être versées par l'employeur auprès d'une banque déterminée par le Conseil d'administration dans le délai fixé pour le paiement des cotisations de sécurité sociale.
- Art. 20. L'employeur fait parvenir au Fonds social, par trimestre et dans le même délai que prévu à l'article précédent, une déclaration à l'appui des cotisations dues, sur des formulaires fournis par le Fonds Social.
- Art. 21. A partir du premier jour du 3e mois suivant le trimestre auquel se rapportent les cotisations, l'employeur est obligé de payer une majoration de 10 % sur le montant des cotisations dues, augmentée d'un intérêt de retard de 5 % sur le même montant sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.  
  
Le Conseil d'administration peut, considérant les circonstances spéciales, faire remise de cette majoration et de cet intérêt de retard.
- Art. 22. Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, rendue obligatoire par arrêté royal.

## **Chapitre VI – Budgets et comptes**

- Art. 23. L'exercice prend cours le premier janvier et se clôture le 31 décembre.
- Art. 24. Chaque année, au plus tard au courant du mois de mars, un budget pour l'année suivante est soumis pour approbation à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.
- Art. 24bis. Au courant du mois de mars 2003, le Conseil d'Administration fera une évaluation des frais réels dus à la formation syndicale dont le mode de paiement est prévu par l'article 10 § 3.
- S'il s'avère nécessaire, une concertation à ce sujet aura lieu entre parties.
- Art. 25. § 1er- Les comptes de l'année révolue sont clôturés le 31 décembre.
- Le Conseil d'administration ainsi que les réviseurs ou experts-comptables désignés par la Commission paritaire de l'industrie des tabacs en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence et l'Arrêté Royal du 15 janvier 1999 relatif à la comptabilité et au compte annuel des Fonds de sécurité d'existence, font annuellement chacun un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission au courant de l'année révolue.
- § 2 – le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits mentionnés au § 1er, doivent être soumis pour approbation à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs au courant du mois de mai au plus tard.

## **Chapitre VII - Dispositions particulières**

- Art. 26. § 1er - afin de garantir les obligations découlant des accords d'entreprises conclus à la suite d'une restructuration, d'un licenciement collectif ou d'une fermeture, les entreprises concernées peuvent transférer les obligations précitées au Fonds Social.
- § 2 - le Conseil d'administration du Fonds social décide à l'unanimité des voix s'il accepte cette tâche afin de respecter les obligations, toutefois à la condition expresse que l'entreprise concerné s'engage à verser au Fonds Social, avant le transfert des obligations, la totalité couvrant les obligations.
- § 3 - le Conseil d'administration fixe à l'unanimité des voix, les modalités d'application des obligations à respecter.
- § 4 - à titre d'intervention financière dans les frais d'administration, 1,5 % sera pris sur le solde restant du capital versé tel que décrit au § 2 et ce après écoulement de chaque année civile.
- Art. 27. § 1er - En cas éventuel de dissolution ou de liquidation, telle que décrite aux articles 28 et suivants dont question ci-après, le capital restant, versé aux conditions prévues à l'article 26, reste réservé afin de respecter les obligations et ce contrairement aux articles 28 et suivants; ces sommes ne peuvent être confondues avec les moyens financiers prévus aux articles 16 à 22 de la présente convention.

§ 2 - les liquidateurs seront responsables de l'exécution des obligations jusqu'à la fin des délais prévus.

**Chapitre VII - Dissolution, liquidation**

Art. 28. Le Fonds social peut être à tout moment par décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.

Au cas où le Conseil d'administration du Fonds se trouve dans l'impossibilité d'exercer son mandat à la suite notamment d'un différend insurmontable, il est mis en défaut par la Commission paritaire de l'industrie des tabacs endéans les trois mois.

Si endéans ce même délai de trois mois de la mise en défaut, le Conseil d'administration se trouve toujours dans la même impossibilité, le Fonds est considéré comme dissous d'office.

La Commission paritaire désigne les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et indemnités, à condition de respecter l'article 28 précité.

Art. 29. En cas de dissolution volontaire du Fonds social, la Commission paritaire de l'industrie des tabacs décide de l'affectation des biens et valeurs du Fonds tenant compte de l'article 27 précité.

Après apurement du passif éventuel, le boni après la dissolution, ne peut être affecté que conformément à l'objectif pour lequel le Fonds dissous a été institué.

**Art. 30 - Mesures transitoires**

Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en franc belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 7

	EUR	BEF	
Paragraphe 1	114,03	4 600	Paragraphe 1
Paragraphe 4 1°	14,87	600	Paragraphe 4 1°

Art. 9

	EUR	BEF	
a)	2,48	100	a)
b)	1,74	70	b)



## Art. 10

	EUR	BEF	
Paragraphe 3	19 831,48	800 000	Paragraphe 3

## Art. 17

	EUR	BEF	
	0,0868	3,50	
	0,0012	0,05	

Art. 31. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties contractantes peut dénoncer la présente convention, moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

## Paritair Comité voor het tabaksbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2001  
houdende coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de statuten van het fonds  
voor bestaanszekerheid "Sociaal Fonds van de tabaksindustrie" genoemd

Artikel. 1. De statuten van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds van de tabaksindustrie", zoals zij werden vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 van het paritair comité voor het tabaksbedrijf en haar latere wijzigingen, worden gecoördineerd overeenkomstig de hierna opgestelde tekst.

Art. 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 van het paritair comité voor het tabaksbedrijf tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds van de tabaksindustrie" en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 juli 1990 en de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989, worden opgeheven.

### Hoofdstuk I – Benaming, zetel en doelstelling

#### *a/ benaming*

Art. 3. Er wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht in de tabaksnijverheid, genaamd «Sociaal Fonds van de Tabaksindustrie ».

#### *b/ zetel*

Art. 4. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd in de Brusselse agglomeratie. Hij kan bij beslissing van het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

#### *c/ doelstelling*

Art. 5. Het Fonds heeft tot doel:

1. een premie alsmede een bestaanszekerheidsvergoeding toe te kennen aan de werknemers bedoeld in artikel 6b;
2. de bijdragen te innen nodig voor de werking van het Fonds;
3. de uitwerking van de voordelen te verzekeren;
4. de vorming en voorlichting van de werknemers, bedoeld in artikel 6c, te bevorderen in uitvoering van artikel 7 van het interprofessioneel akkoord van 15 juni 1971;
5. een premie toe te kennen aan de gesyndiceerde werknemers in brugpensioen;
6. de verplichtingen na te leven die voortvloeien uit ondernemingsovereenkomsten, gesloten ingevolge herstructurering, collectief ontslag of sluiting en overgedragen aan het Sociaal Fonds.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

24-09-2001

19-12-2001

NR. 60 384/ko/133  
N°

**Hoofdstuk II – Toepassingsgebied**

Art. 6. Onderhavige statuten zijn van toepassing:

- a) op de werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf;
- b) op de werknemers lid van een der werknemersorganisaties, op 1 januari 2001 in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf vertegenwoordigd, die door werkgevers tewerkgesteld worden die onder de bevoegdheid vallen van dit Paritair Comité;
- c) op de werknemers lid van één der werknemersorganisaties in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf vertegenwoordigd, die zetelen als effectief of plaatsvervangend lid, hetzij in de ondernemingsraad, hetzij in het Comité voor preventie en bescherming op het werk, hetzij in de syndicale afvaardiging.

Indien het door de omstandigheden gewettigd is kunnen sommige militanten en /of werknemers door de eerder vernoemde organisaties aangeduid worden.

Onder «werknemers » wordt verstaan: de arbeiders en arbeidsters.

**Hoofdstuk III – Rechthebbenden, toekennings- en betalingsmodaliteiten**

***a/ rechthebbenden***

Art. 7. § 1 – Alle werknemers, bedoeld in artikel 6b, hebben zonder onderscheid onder de hiernavolgende voorwaarden recht op een jaarlijkse premie die is vastgesteld op 114.03 EUR in 2001 en op 116.51 EUR vanaf 2002.  
Deze bedragen kunnen bij beslissing van het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf worden gewijzigd.

De premie wordt verleend op basis van een twaalfde van de volledige premie en dit voor iedere maand of begonnen maand waarin de rechthebbende, ingevolge een arbeidsovereenkomst voor werknemers, in een onderneming uit de tabaksnijverheid, gebonden is.

§ 2 – de tijdens het dienstjaar van het Fonds gepensioneerde of bruggepensioneerde rechthebbenden, alsmede erfgenamen van een overleden rechthebbende, hebben recht op de volledige premie bedoeld in de eerste paragraaf, voor zover de betrokken werknemers tot op de datum van pensionering, brugpensionering of overlijden aan de in artikel 6 bedoelde toekenningsvoorwaarden voldeden.

§ 3 – de werknemers die hun beroepsloopbaan onderbreken op basis van de bestaande wetgeving behouden tijdens de duur van deze onderbreking het recht op de premie.

§ 4 - De werknemers bedoeld in artikel 6b van onderhavige overeenkomst die op brugpensioenen zijn gegaan uiterlijk tijdens het kalenderjaar 1999, hebben recht in 2001 op een premie van 14.87 EUR op basis van het kalenderjaar 2000.

Vanaf de uitkering in 2002 hebben de werknemers die op brugpensioenen zijn gegaan uiterlijk tijdens het kalenderjaar 2000, op basis van het kalenderjaar 2001 recht op een premie van 17.35 EUR.

Art. 8. Om recht te hebben op de premie, bedoeld in artikel 7, moeten de werknemers ononderbroken, sinds de eerste dag van het lopende dienstjaar van het Fonds bij een der werknemersorganisaties, op 1 januari 2001 in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf vertegenwoordigd, aangesloten geweest zijn.

In afwijking van de bepalingen van het vorige lid kan de premie worden toegekend aan de werknemers die voor de eerste maal in de loop van het dienstjaar door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn.

Deze werknemers moeten, om van de premie te kunnen genieten, ten laatste de dertigste dag volgend op hun tewerkstelling, van één in het eerste lid bedoelde werknemersorganisatie lid zijn.

Art. 9. Onder dezelfde voorwaarden als bepaald in artikel 8 hebben de in artikel 6b, bedoelde werknemers, daarenboven recht op een bestaanszekerheidsvergoeding per dag die als volgt is vastgesteld:

- a) voor de werknemers van 21 jaar en meer of voor de werknemers met gezinslast: 2.48 EUR gedurende 75 werkloosheidsdagen per jaar;
- b) voor alle andere categorieën werknemers: 1.74 EUR gedurende 75 werkloosheidsdagen per jaar.

Art. 10. *vorming en voorlichting*

§ 1 – De werknemersorganisaties die cursussen of seminaries inrichten ter vervolmaking van de economische, sociale en technische kennis van de in artikel 4c bedoelde werknemers, zullen de werkgevers, zo deze cursussen of seminaries samenvallen met de normale werkuren, minstens 2 weken vooraf schriftelijk verwittigen van de aanduiding van de werknemers die eraan deelnemen. Bij de aanduiding tot deelneming aan de cursussen of seminaries zal zo veel mogelijk rekening gehouden worden met het normale verloop van de productie.

§ 2 – het aantal afwezigheidsdagen om deel te nemen aan cursussen of seminaries mag maximaal vijf werkdagen bedragen per jaar en per mandaat in de ondernemingsraad, het Comité voor preventie en bescherming op het werk, of de syndicale afvaardiging.

§ 3 – de werkgevers zullen op het ogenblik waarop sommige werknemers aan de bij § 1 bedoelde cursussen of seminaries deelnemen aan ieder van hen het normale loon uitkeren en het bedrag ervan terugvorderen bij onderhavig Sociaal Fonds.

Het Fonds zal deze bedragen aanrekenen op de forfaitaire bedragen voorzien voor de syndicale vorming in de begroting, zijnde 19 831.48 EUR per vakbondsorganisatie en opgenomen in de boekhouding; de uitvoeringsmodaliteiten hiervan worden door de Raad van Beheer van het Fonds vastgesteld.

De dagen afwezigheid naar aanleiding van de gevolgde cursussen of seminaries worden wat de driemaandelijkse aangifte aan de Sociale Zekerheid betreft, aanzien als gewerkte dagen.

§ 4 – ieder geschil betreffende de toepassing van de huidige overeenkomst zal op verzoek van de meeste gerede partij kunnen worden voorgelegd aan de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds van de tabaksverwerkende industrie.

Art. 11. De Raad van Beheer bepaalt de wijze waarop de voordelen bedoeld bij de artikels 7, 9 en 10 worden uitgekeerd.

In geen geval mag de betaling van deze voordelen aan de werknemers afhankelijk gesteld worden van de storting der bijdragen, door de werkgevers verschuldigd.

**Hoofdstuk IV – Beheer**

Art. 12. Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Beheer, paritair samengesteld uit vier werkgevers- en vier werknemersvertegenwoordigers.

De leden van de Raad van Beheer worden door het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf onder de gewone of plaatsvervangende leden van dit Comité aangewezen.

Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité. In dit geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Comité, behorende tot dezelfde groep als het lid wiens mandaat een einde nam.

Art. 13. Het Paritair Comité gaat ieder jaar over tot de aanduiding van de Voorzitter van het Sociaal Fonds die eventueel ook buiten dit Comité kan gekozen worden.

Het kiest tevens elk jaar, onder de leden, twee ondervoorzitters, de ene aangeduid door de groep van de werknemers, de andere door de groep van de werkgevers.

Indien de Voorzitter verhinderd is, oefenen de twee ondervoorzitters beurtelings zijn functie uit.

Art. 14. De Raad van Beheer vergadert op bijeenroeping van de Voorzitter.  
 De voorzitter is ertoe gehouden de raad bijeen te roepen telkens wanneer tenminste twee leden van de Raad van Beheer erom verzoeken.  
 De oproepingen vermelden de agenda.

De notulen van de vergaderingen worden opgesteld door de secretaris, aangewezen door de Raad van Beheer, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.  
 Uittreksels uit deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden genomen met eenparigheid van stemmen der aanwezige leden. De stemming is geldig op voorwaarde dat eraan deelgenomen wordt door tenminste één lid van elke in de Raad van Beheer vertegenwoordigde organisatie en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt uitdrukkelijk vermeld werd op de agenda van de bijeenroeping der vergadering.

Art. 15. De Raad van Beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen die nodig blijken voor zijn goede werking.

Hij bezit de meest uitgebreide machten voor het beheer en het besturen van het Fonds.

De Raad van Beheer treedt in rechte op in naam van het Sociaal Fonds en op vervolging en benaerstiging van de voorzitter of van een beheerder daartoe gemachtigd.

De Raad van Beheer kan bijzondere bevoegdheden overdragen aan één of meer zijner leden, zelfs aan derden.

Voor alle handelingen andere dan die waarvoor de Raad bijzondere opdrachten heeft gegeven, volstaat de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één van iedere groep opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan, ten opzichte der verbintenissen van het Fonds, geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer.

Art. 15bis. Ieder kwartaal maken de werkgevers een lijst over aan het Sociaal Fonds van de werknemers ontslagen om economische redenen.

De werkgevers verbinden zich ertoe deze lijsten te raadplegen vooraleer tot nieuwe aanwervingen, ook tijdelijke van welke aard ook, over te gaan teneinde na te gaan of op deze lijsten mogelijke kandidaten voorkomen die bij voorkeur zullen worden aangeworven, zo alle nodige voorwaarden zijn vervuld.

De Raad van Beheer van het Sociaal Fonds staat in voor de controle op deze maatregel tot raadpleging.

## **Hoofstuk V – Financiering**

- Art. 16. Het Fonds beschikt over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 6a, bedoelde werkgevers.
- Art. 17. De bijdrage van de werkgevers is vastgesteld op 0.0868 EUR inbegrepen de 0.0012 EUR bestemd voor vorming en voorlichting, per arbeids- of hiermee gelijkgesteld uur, zoals voorzien in het stelsel van de sociale zekerheid, uitbetaald aan de werknemers.
- Art. 18. § 1 – De bijdragen worden door het Fonds geïnd  
 § 2 – het Sociaal Fonds zal de geïnde bijdragen voor vorming en voorlichting verdelen onder de werknemersorganisaties op 1 januari 2001 in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf vertegenwoordigd zijn.
- Art. 19. De bijdragen zijn om het kwartaal door de werkgevers verschuldigd.  
 De verschuldigde sommen voor elk verlopen kwartaal moeten, binnen de termijn bepaald voor de betaling van de sociale zekerheidsbijdragen, door de werkgevers gestort worden op de door de Raad van Beheer aangeduide bankrekening.
- Art. 20. De werkgever stuurt per kwartaal en binnen dezelfde als in vorig artikel voorziene termijn, een aangifte ter staving van de verschuldigde bijdragen aan het Fonds en dit op formulieren verstrekt door het Fonds.
- Art. 21. Vanaf de eerste dag van de derde maand volgend op het kwartaal waarop de bijdragen betrekking hebben, is de werkgever verplicht een verhoging van 10 % op het bedrag der verschuldigde bijdrage te betalen, verhoogd met verwijlinteressen van 5 % op hetzelfde bedrag, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling vereist is.  
 De Raad van Beheer mag, met inachtneming van bijzondere omstandigheden, van deze verhoging en deze verwijlinteressen, kwijtschelding verlenen.
- Art. 22. Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag der bijdragen slechts worden gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

**Hoofdstuk VI – Begroting en rekeningen**

- Art. 23. Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.
- Art. 24. Ieder jaar, uiterlijk tijdens de maand maart, wordt de begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf voorgelegd.
- Art. 24bis. Tijdens de maand maart 2003 zal de Raad van Beheer een evaluatie opmaken van de reële kosten van de syndicale vorming waarvan de betalingswijze is voorzien bij artikel 10 § 3.

Indien nodig zullen partijen hierover overleg plegen.

- Art. 25. § 1 – Op 31 december worden de rekeningen van het afgelopen jaar afgesloten.

De Raad van Beheer evenals de revisoren of accountants aangewezen door het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf bij toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid en het koninklijk besluit van 15 januari 1999 betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot de Fondsen voor bestaanszekerheid, brengen jaarlijks ieder een schriftelijk verslag uit over hun opdracht tijdens het afgelopen jaar.

§ 2 – de balans samen met de schriftelijke jaarlijkse verslagen vermeld in § 1 dienen, uiterlijk tijdens de maand mei aan het paritair Comité voor het Tabaksbedrijf ter goedkeuring te worden voorgelegd.

**Hoofdstuk VII – Bijzondere bepalingen**

- Art. 26. § 1 - Teneinde de verplichtingen te waarborgen, voortvloeiende uit ondernemingsovereenkomsten gesloten ingevolge herstructurering, collectieve afvloeiing of sluiting, kunnen de betrokken ondernemingen de vorenvernoemde verplichtingen overdragen aan het Sociaal Fonds.

§ 2 - de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds beslist met eenparigheid van stemmen over de aanvaarding van de overdracht teneinde de verplichtingen na te leven, onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de betrokken onderneming zich ertoe verbindt vóór de overdracht van de verplichtingen, het totale bedrag dat de verplichting dekt, te storten aan het Sociaal Fonds.

§ 3 - de Raad van Beheer bepaalt met eenparigheid van stemmen de uitvoeringsmodaliteiten van de na te leven verplichtingen.

§ 4 - als financiële tegemoetkoming in de administratieve onkosten, wordt 1,5 % aangerekend na verloop van ieder burgerlijk jaar, op het resterende saldo van het gestorte kapitaal zoals omschreven in § 2.



Art. 27. § 1- Bij eventuele ontbinding en vereffening zoals omschreven in de artikelen 28 en volgende hierna vermeld, blijft het resterende kapitaal, gestort onder de voorwaarden van artikel 26, voorbehouden aan de na te leven verplichtingen in tegenstelling met de artikelen 28 en volgende en kunnen deze gelden niet worden vermengd met de financieringsmiddelen voorzien in de artikelen 16 tot en met 22 van onderhavige overeenkomst ».

§ 2 - de vereffenaars zullen instaan voor de uitvoering van de verplichtingen tot het einde van de voorziene termijnen.

**Hoofdstuk VIII – Ontbinding en vereffening**

Art. 28. Het Sociaal Fonds kan op ieder ogenblik bij eenparige beslissing van het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf ontbonden worden.

Zo de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds in de onmogelijkheid wordt geplaatst zijn mandaat uit te oefenen, namelijk ingevolge een onoplosbaar meningsverschil, wordt hij binnen de drie maanden door het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf in gebreke gesteld; indien binnen de drie maanden na de ingebrekestelling de Raad van Beheer nog steeds in dezelfde onmogelijkheid verkeert, wordt het Sociaal Fonds automatisch als ontbonden beschouwd.

Het Paritair Comité wijst de vereffenaars aan en bepaalt hun machten en vergoedingen, mits naleving van artikel 25 vorengenoemd.

Art. 29. In geval van vrijwillige ontbinding van het Sociaal Fonds zal het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf beslissen over de bestemming van de goederen en waarden van dit Fonds, rekening houdende met artikel 25 vorengenoemd.

Na aanzuivering van het eventueel passief zal het saldo, na de ontbinding slechts mogen aangewend worden overeenkomstig het doel waarvoor het ontbonden Sociaal Fonds werd opgericht.

**Art. 30. Overgangsmaatregelen**

De artikelen of onderdelen ervan die de eerste rij en de vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 7

	EUR	BEF	
Paragraaf 1	114,03	4 600	Paragraaf 1
Paragraaf 4 1°	14,87	600	Paragraaf 4 1°

4

## Art. 9

	EUR	BEF	
a)	2,48	100	a)
b)	1,74	70	b)

## Art. 10

	EUR	BEF	
Paragraaf 3	19 831,48	800 000	Paragraaf 3

## Art. 17

	EUR	BEF	
	0,0868	3,50	
	0,0012	0,05	

Art. 31. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Ieder der contracterende partijen kan onderhavige overeenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf en aan elk der contracterende partijen.